

Égalité de genre et agroécologie menée par **les femmes**



L'automne dernier, des membres de l'équipe d'Inter Pares ont visité nos homologues au Sénégal, en Guinée-Bissau et au Togo dans le cadre du projet *Renforcer l'égalité des genres par l'agroécologie menée par les femmes en Afrique de l'Ouest*. Avec nos homologues, nous militons pour une agroécologie qui cultive l'autonomie. Une agroécologie qui replace la société, et les femmes en particulier, au centre des préoccupations de façon respectueuse et durable. L'autonomie alimentaire, l'accès à la terre et la gestion des semences sont des volets qui mèneront à la reconnaissance et à l'exercice des droits politiques, économiques et sociaux des femmes rurales et à la réduction de l'insécurité alimentaire.



Des agricultrices de Madina Sara se tiennent fièrement dans leurs rizières.

Crédit photo : Eric Chaurette/Inter Pares

L'agroécologie menée par les femmes en Afrique de l'Ouest

Le vert vif de la rizière est ce qui frappe d'abord l'œil. Les champs sont luxuriants, le riz est presque prêt à être récolté. Un groupe de femmes se tient fièrement debout dans leurs champs et explique que 12 variétés de riz sont cultivées ici. ►

◀ À Madina Sara, leur communauté en Guinée-Bissau, la conversation circule entre les hommes et les femmes tandis qu'on explique comment cette communauté a construit une banque de semences communautaire pour conserver les semences d'une récolte à l'autre, et comment elle a établi une réserve alimentaire dans laquelle les familles peuvent puiser en période de soudure. Autour de chaque maison se trouve un jardin potager d'une diversité surprenante, et les manguiers majestueux sont tous en fleurs. Cette description idyllique semble trop belle pour être vraie, et pourtant, c'est la vie à Madina Sara.

Les champs sont luxuriants, le riz est presque prêt à être récolté.

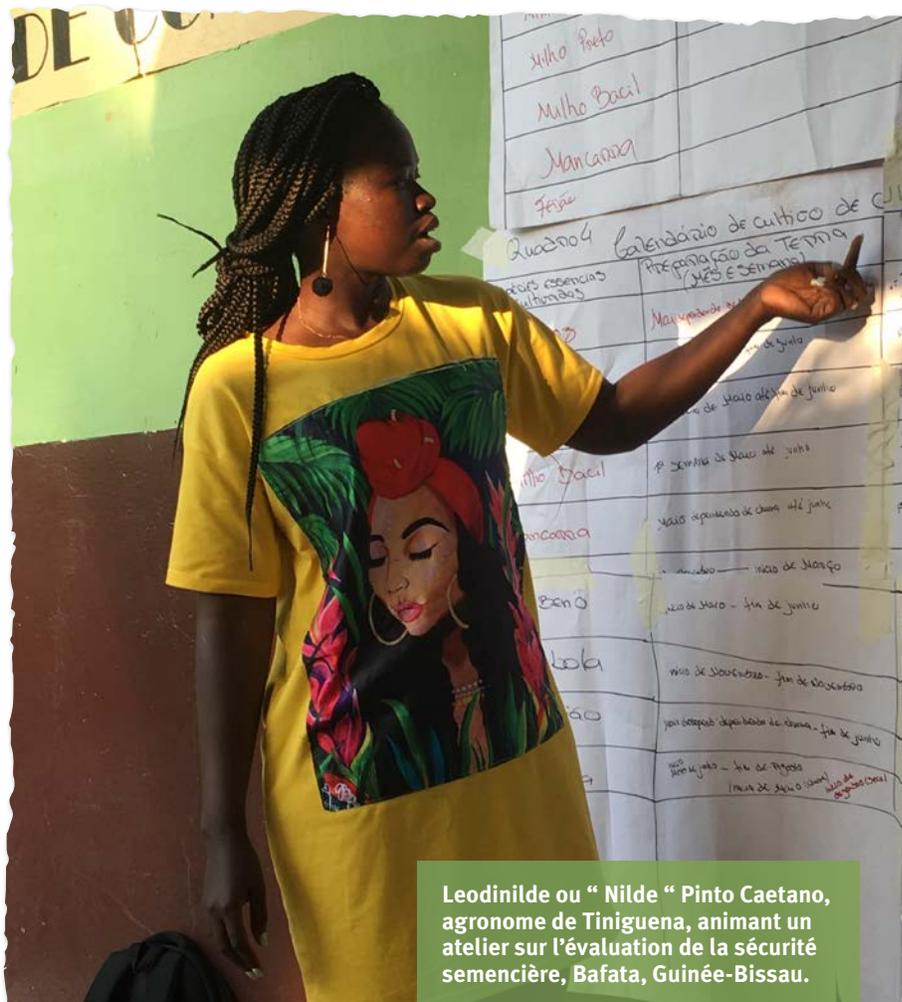
Notre homologue, Tiniguena, accompagne Madina Sara depuis plusieurs années et est ici dans le cadre d'une nouvelle initiative conjointe : *Renforcer l'égalité des genres par l'agroécologie menée par les femmes en Afrique de l'Ouest*. Ce projet de cinq ans, d'un montant de près de 5,6 millions de dollars, vise à accroître le pouvoir des femmes rurales en combinant le plaidoyer et la promotion de systèmes alimentaires agroécologiques. Le projet touchera environ 25 000 personnes surtout

des femmes, au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo.

Contrairement aux approches agricoles qui favorisent la dépendance à l'égard des semences étrangères, des engrais et pesticides chimiques nocifs, l'agroécologie cultive l'autonomie. Elle s'appuie sur les connaissances locales et renforce le patrimoine semencier des communautés. Elle renforce aussi les capacités de production d'intrants biologiques plutôt que de dépendre d'intrants

chimiques coûteux. Cette approche reconnaît également le rôle crucial que jouent les femmes dans les systèmes alimentaires et s'efforce de supprimer les obstacles tels que le manque d'accès à la terre ou aux espaces de décision.

Madina Sara et les autres récits dans ce *Bulletin* illustrent ce que nous espérons réaliser, en travaillant entre égaux avec nos homologues d'Afrique de l'Ouest. Nous sommes reconnaissant.e.s à notre communauté donatrice qui rend ce travail possible. 



Leodililde ou "Nilde" Pinto Caetano, agronome de Tiniguena, anime un atelier sur l'évaluation de la sécurité semencière, Bafata, Guinée-Bissau.

Sans sécurité semencière, pas de souveraineté alimentaire

« L'arachide et le mil doivent être ensemble dans le ventre et dans le champ » – affirme un agriculteur à propos des cultures les plus importantes présentes dans sa communauté à N'diongolor, au Sénégal. En une phrase, il fait le lien entre la nutrition et la diversité des cultures.

Ces mots illustrent la ligne partagée tout au long de l'atelier d'évaluation de la sécurité semencière organisé par Inter Pares et Sème l'avenir, une organisation canadienne qui promeut un système alimentaire écologique et la préservation des semences.

La sécurité semencière, pour les agricultrices et agriculteurs, c'est la garantie de produire ou d'avoir accès à des semences de qualité adaptées à leur environnement et qui répondent à leurs besoins.

Des représentant.e.s de divers homologues de l'Afrique de l'Ouest ont échangé lors de cette rencontre. Ensemble, ils ont exploré le rôle joué par la sécurité semencière dans le travail agroécologique. En plus de s'intéresser à l'accès à la terre et aux marchés, l'agroécologie menée par les femmes vise à améliorer l'accès à cette composante vitale de l'agriculture.

La méthodologie apprise lors de l'atelier met les savoirs des communautés et les expériences



Le niébé est la plus importante légumineuse à graines dans les zones de savane tropicale d'Afrique.

Crédit photo : Lise-Anne Léveillé/Inter Pares

des femmes au cœur du processus. Les discussions autour du choix des semences à planter, des personnes assignées à leur nettoyage sont autant de questions qui permettent de visibiliser le travail des femmes qui passe parfois inaperçu.

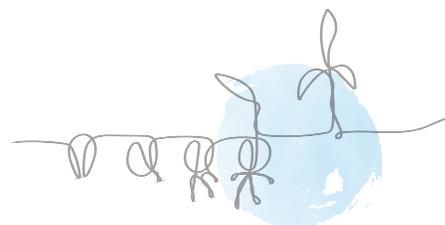
« L'arachide et le mil doivent être ensemble dans le ventre et dans le champ »
- Un agriculteur au Sénégal

Les participant.e.s de l'atelier sont reparti.e.s avec des outils pour travailler cette thématique dans leurs propres communautés en portant les mots de notre hôte au village de N'diongolor « Nous avons espoir que les résultats de cet atelier nous serviront à renforcer notre résilience ». 



Des discussions animées, souvent joyeuses, pour remplir les tableaux. Celui représente par des pierres l'importance relative des principaux problèmes associés à la sécurité semencière.

Crédit photo : Lise-Anne Léveillé/Inter Pares



L'agroécologie : un levier pour l'accès à la terre des femmes en Afrique de l'Ouest

S'il est établi que l'accès des femmes à la terre est un levier d'action important dans la transition agroécologique, on entend moins parler de l'inverse, autrement dit, du rôle que peut jouer l'agroécologie pour renforcer l'accès et le contrôle du foncier par les femmes.



L'expérience de notre homologue Inades Formation-Togo (IFT) est probante. L'organisation a constaté qu'à l'issue des formations en agroécologie, les femmes rurales avaient tendance à développer des stratégies pour accéder à la terre afin de mettre en pratique les techniques apprises. À Kodjo Adja, dans la région des plateaux au Togo, les productrices de fonio membres de la coopérative ENOULI, ont témoigné que les formations leur ont permis de s'organiser pour accéder à la terre.

De l'avis de Donou Afi, présidente de cette coopérative, les champs collectifs ont permis aux femmes du village qui n'avaient pas assez de terre pour cultiver le fonio de bénéficier de parcelles. Même si elles n'en sont pas propriétaires, elles peuvent au moins y avoir accès. En Afrique de l'Ouest, la législation reconnaît des droits fonciers aux femmes, mais ces derniers sont généralement fragilisés par des normes coutumières patriarcales. Le travail de IFT a posé les bases d'une reconnaissance sociale de l'importance de l'accès des femmes rurales à la terre. Il s'agit désormais de bâtir sur cette fondation pour supprimer les obstacles auxquels font face les femmes rurales dans le domaine foncier. 



Donou Afi (à droite), présidente de la coopérative ENOULI à Kodjo Adja.

Crédit photo : Mariétou Diallo/Inter Pares

En Afrique de l'Ouest, la législation reconnaît des droits fonciers aux femmes, mais ces derniers sont généralement fragilisés par des normes coutumières patriarcales.

Inter Pares

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

 @Inter_Pares
  @InterParesCanada

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

En partenariat avec
 **Canada**